

L'an deux mil treize, le onze février, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle VILLATTE, M. Joël ANTIER, M. Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, M. Jérôme TARNIER, Mme Monique GUÉRY.

Absents excusés : Mme Michèle GRATADE (pouvoir à Michelle COURNARIE), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE), M. Olivier PIQUEUX (pouvoir à M. DAVOIGNEAU).

Absents : Mme Estelle PATOZ, Mme Dominique MACE, M. Frédéric DUPUIS,

Mme Monique GUÉRY est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 14 janvier 2013 est approuvé à l'unanimité.

DCM 2013-0010. COMMISSION D'APPEL D'OFFRE.

La délibération N° **DCM2013-0007** concernant le remplacement de M. Pascal BEAUSSIER à la commission d'appel d'offre est annulée.

DCM 2013-0011. ADHÉSION AU COMITÉ DE JUMELAGE ET D'ÉCHANGES INTERNATIONAUX.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'adhérer au comité de jumelage et d'échanges internationaux pour 2013 (LOCHES-WERMELSKIRSCHEN).

L'adhésion est de 30€ par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'adhérer au comité de jumelage et d'échanges internationaux,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2013-0012. ADHÉSION A « VILLES AU CARRÉ ».

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'adhérer à « Villes au Carré ».

L'adhésion est de 5 cents par habitants (1.759), soit 87,95€ pour 2013

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide d'adhérer à « Villes au carré »,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2013-0013. PRESBYTERE.

Le Conseil Municipal a décidé par délibération du 3 septembre 2012 (DCM2012-0056) de réhabiliter l'ancien presbytère situé rue Saint-André.

Madame le Maire rappelle que l'audit du plan de développement urbain de mai 2012, approuvé par le conseil en juillet 2012, a défini comme axe n°1 le développement d'une offre touristique en synergie avec Loches. Ainsi ont été mis en avant la valorisation et l'animation du patrimoine architectural comme axe de travail privilégié pour développer l'offre de produits et d'activités. La qualité du patrimoine de Beaulieu et son lien historique et physique avec Loches constituent des atouts forts. Il a été mis en évidence un déficit d'hébergements touristiques.

Dès lors, il a été décidé de la mise en œuvre de deux gîtes touristiques, dans le presbytère et ses dépendances

Les gîtes auront l'avantage de s'insérer parfaitement dans le parcours de « l'Indre à vélo » dont la mise en place et la réalisation de structures d'hébergements sont fortement soutenues par le Conseil Général d'Indre-et-Loire, le Conseil Régional et l'Europe. Ces gîtes conviendront également aux

groupes d'amis et aux familles qui souhaitent séjourner dans le lochois et bénéficier des équipements et animations existants.

Cette réalisation participe à une politique de dynamisation de la Commune par le levier touristique.

Mme le Maire expose le plan de financement (comprenant travaux, honoraires et TVA), basé sur l'estimatif de travaux établi par l'architecte en charge du dossier.

	Dépenses HT	Dépenses TTC	Taux / HT	Recettes HT	recettes TTC
Gîte "presbytère" capacité 12/13 personnes (152m²)					
Travaux d'aménagement du gîte	181 281,17 €	216 812,28 €			
Travaux communs (prorata superficie)	63,33% 11 980,85 €	14 329,10 €			
Honoraires archi, SPS, ..	13,50% 26 090,37 €	31 204,09 €			
Frais divers, publications, ...	2,50% 4 831,55 €	5 778,53 €			
<u>Total gîte "presbytère"</u>	<u>224 183,94 €</u>	<u>268 123,99 €</u>			
Gîte "atelier" capacité 6/8 personnes (88 m²)					
Travaux d'aménagement du gîte	137 345,85 €	164 265,64 €			
Travaux communs (prorata superficie)	36,67% 6 936,28 €	8 295,79 €			
Honoraires archi, SPS, ..	13,50% 19 478,09 €	23 295,79 €			
Frais divers, publications, ...	2,50% 3 607,05 €	4 314,04 €			
<u>Total gîte "atelier"</u>	<u>167 367,27 €</u>	<u>200 171,26 €</u>			
"presbytère" + "atelier"	391 551,21 €	468 295,25 €			
FEADER presbytère + atelier			20,43%	80 000,00 €	80 000,00 €
Région Centre/ presbytère			11,45%	44 836,79 €	44 836,79 €
Région Centre/ atelier			8,55%	33 473,45 €	33 473,45 €
Conseil Général 37 / presbytère			11,45%	44 836,79 €	44 836,79 €
Conseil Général 37 / atelier			7,66%	30 000,00 €	30 000,00 €
Commune (autofinancement / emprunt)			40,46%	158 404,18 €	235 148,22 €
Total gîte 1 + gîte 2				391 551,21 €	468 295,25 €
TVA			19,60%	76 744,04 €	
Solde à la charge de la commune					158 404,18 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité:

- Approuve le plan de financement ci-dessus
- Décide d'inscrire cette réalisation dans une démarche d'obtention des labels "accueil vélo" et "tourisme et handicap"
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits sur les budgets 2013 et 2014 de la commune
- S'engage à constituer, chaque année, les ressources nécessaires à l'entretien des ouvrages subventionnés.
- Donne pouvoir à Mme le Maire pour solliciter les subventions et pour signer tous documents s'y rapportant.

DCM2013-0014. DEMANDE DE SUBVENTION : CONSEIL D'ORIENTATION ÉNERGETIQUE DU PATRIMOINE (COEP).

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre de la 3^{ème} génération des contrats de Pays, la Région a souhaité renforcer son soutien aux projets permettant la réduction des consommations énergétiques en accompagnant la mise en place d'un véritable plan d'isolation des bâtiments publics et du logement social. Cette démarche s'inscrit plus largement dans le cadre des engagements de la Région en faveur du développement durable et dans l'objectif régional de devenir un pôle européen en matière d'efficacité énergétique.

La Région apporte son soutien financier au travers du dispositif des Contrats de Pays de 3^{ème} génération, qui est en train d'être négocié pour le Pays Touraine Côté Sud.

Pourront bénéficier dudit dispositif, les communes et leurs groupements, les associations.

Le champ d'application est le patrimoine des collectivités. Exemple : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif à caractère social...

Pour en bénéficier, les communes de plus de 1000 habitants devront avoir réalisé un Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine (COEP).

Cette étude et les travaux de mise en œuvre peuvent être financés dans le cadre de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Afin de réaliser l'étude préalable, la consultation des entreprises a été faite en décembre 2012. Six bureaux d'études ont été consultés, 2 ont répondu positivement, G.CALLU et ADEV Energie.

La commission d'appel d'offre s'est réunie le 14 janvier 2013 pour l'ouverture des plis.

Après analyse des dossiers avec l'ADEME, Madame le Maire propose de retenir ADEV Énergie.

DESIGNATION	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	Taux / HT	RECETTES HT	RECETTES TTC
COEP - TF	8 214,00 €	9 823,94 €			
COEP - TC1	3 205,20 €	3 833,42 €			
COEP -TC2 - Audits	1 999,20 €	2 391,04 €			
Total	13 418,40 €	16 048,41 €			
ADEME TF			60,0%	4 928,40 €	4 928,40 €
ADEME TC1			60,0%	1 923,12 €	1 923,12 €
ADEME-TC2- Audits			60,0%	1 199,52 €	1 199,52 €
Commune			40,0%	5 367,36 €	7 997,37 €
Total				13 418,40 €	16 048,41 €
FCTVA 15,48 %	15,48%				2 484,29 €
Solde à la charge de la commune					5 513,07 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 13 voix pour, 1 abstention (Mme Raymonde VEQUAUD), une voix contre (Mme Georgette BARRAULT):

- Décide de retenir le bureau d'étude ADEV Énergie.
- Approuve le plan de financement ci-dessus.
- Donne pouvoir à Mme le Maire pour solliciter les subventions et pour signer tous documents s'y rapportant.

DCM2014-0015.PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°4 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS.

Vu les articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Mme le Maire présente l'intérêt de modifier le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune afin de faire évoluer certains éléments du règlement graphique et écrit

Un devis a été établi par le bureau d'études "Manon Druet Urbanisme" pour accompagner la commune dans le montage du dossier, pour un montant de 3.473,17€ TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité:

- prescrit la modification n° 4 du POS
- charge le bureau d'étude d'urbanisme "Manon Druet urbanisme" de la réalisation des études
- Nomme un comité de pilotage composé de : Mme Sophie MÉTADIER, Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MEREAU, M. Joël ANTIER, M. Yves BANDEVILLE et M. Jérôme TARNIER.
- décide de réaliser de nouveaux fonds de plan à partir des fonds cadastraux à jour
- demande la mise à disposition gratuite des services de la Direction Départementale des Territoires (DDT) pour assurer le conseil de procédure
- sollicite de l'Etat une dotation au titre de l'article L 121.7 du code de l'urbanisme pour compenser la charge financière de la commune
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires la poursuite de ce dossier.

DCM2013-0016. COMPTE ADMINISTRATIF 2012.

M. Yves BANDEVILLE, doyen de la séance, préside le Conseil Municipal et présente le compte administratif 2012 s'élevant à :

- Section de fonctionnement :
 - 1.011.604,88€ en dépenses,
 - 1.175.014,40€ en recettes,Ce qui représente un excédent de fonctionnement de 163.409,52€.
- Section d'investissement :
 - 526.778,26€ en dépenses,
 - 1.053.555,00€ en recettes,Ce qui représente un excédent cumulé de 269.570,25€.

Madame le Maire quitte la séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte le compte administratif 2012.

Mme le Maire revient en séance

DCM2013-0017. COMPTE DE GESTION 2012.

Mme le Maire préside le Conseil Municipal. Mme CHEVREL, percepteur, présente au Conseil Municipal le compte de gestion, pour l'année 2012. Le compte de gestion est le reflet exact du compte administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte le compte de gestion 2012.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2013-0018. AFFECTATION DES RESULTATS 2012.

Madame le Maire propose d'examiner le compte administratif, et de statuer sur l'affectation du résultat de l'exercice, en constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 163.409,52€
- un excédent cumulé d'investissement de 269.570,25€ diminué du résultat déficitaire des restes à réaliser de 288.788,22€ soit un total de moins 19.217,97€.

Elle propose d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement A - <u>Résultat de l'exercice</u> Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) B - <u>Résultats antérieurs reportés</u> Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit) C - <u>Résultat à affecter</u> = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	+ 163 409,52
<u>D - Solde d'exécution d'investissement</u> D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)	269 570,25
<u>E - Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u> Besoin de financement Excédent de financement (1)	288 788,22
Besoin de financement F	=D+E 19.217,97
AFFECTATION = C	=G+H
1) Affectation en réserves R1068 en Investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	19 217,97
2) H Report en fonctionnement R 002(2)	144 191,55
Report en investissement R 001	269 570,25
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	

(1) Indiquer l'origine : emprunt : _____, subvention : _____ ou autofinancement : _____

(2) Eventuellement pour la part excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

(3) Joindre les documents prévus par l'instruction M14 (vol1, Tome II, Titre 3, Chapitre 5 §4).

(4) Le solde des restes à réaliser de la section de fonctionnement n'est pas pris en compte pour l'affectation des résultats de fonctionnement. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement sont reportés au budget de reprise en compte après le vote du compte administratif (5). En ce cas il n'y a pas d'affectation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte l'affectation des résultats 2012 ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2013-0019. PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que, conformément au décret N°2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent désormais contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. Sont éligibles, au titre des risques santé et/ ou prévoyance, les contrats et règlements répondant à des critères sociaux de solidarité proposés par les mutuelles, des institutions de prévoyance et des entreprises d'assurance légalement établies en France. Les employeurs publics qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche doivent recourir à des procédures de sélection transparentes et non discriminatoires. Deux voies sont prévues: la labellisation ou la convention de participation.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 22 bis;

Vu la loi n°83-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents;

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire en date du 5 février 2013,

Mme le maire propose d'accorder une participation d'un montant de 5 € par mois pour les cotisations des contrats labellisés souscrits par les agents de la collectivité (fonctionnaires et agents de droit public), pour le risque prévoyance, c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'accorder une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public de la collectivité pour le risque prévoyance, en participant aux cotisations des contrats labellisés souscrits par les agents.
- fixe la participation financière à 5 € par agent et par mois
- dit que ce montant sera revalorisé par une délibération du conseil municipal
- décide que la participation sera en versement direct aux agents.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

INFORMATIONS :

La Devinière a été vendue jeudi 7 février.

Réforme des rythmes scolaires :

Madame le Maire résume l'état actuel d'organisation de l'école et l'organisation future exposée dans la réforme des rythmes scolaires.

Si la décision est de reporter la réforme en 2014, il sera nécessaire d'en faire une demande justifiée avant fin mars.

Des réunions de concertation ont déjà été faites.

La majorité des Maires des communes limitrophes a décidé de prendre une décision commune, l'idée étant de reporter les heures pédagogiques complémentaires en fin d'après-midi, sachant qu'il faut tenir compte des activités culturelles, sportives et culturelles des enfants.

Prochain Conseil Municipal le 11 mars 2013 à 20h30.

Fin du Conseil à 22H00

Le Secrétaire,

Monique GUERY.